

LA CONQUETE DE LA RUE

Une nouvelle fois, quelques personnes, proches des médias nationaux, ont trouvé leur chemin de Damas ; imposent à la France leur vérité, à la faveur du froid ; et font trembler le microcosme politique.

Une nouvelle fois les médias nationaux et ceux qui les inspirent, amalgament phénomènes d'exclusion des populations à la rue avec pénurie de logements sociaux.

Nous pensons en accord semble-t-il, avec la quasi-totalité des mouvements provinciaux attelés aux problèmes d'exclusion et d'urgence sociale, qu'il existe bien deux causes différentes, avec une plage d'interférence relativement modeste.

- L'exclusion est une chose,
- Le manque de logements sociaux en est une autre.

Pour les hommes sans abri, dans la rue, l'expérience montre que peu d'entre eux assument un travail normal (en ce qui concerne notre association, moins de 5%) ⁽¹⁾. Pour les familles à la rue, le pourcentage de celles qui profitent d'un emploi, ou aptes à en occuper un sans problème particulier, avoisine les 30%.

Pour parler en premier lieu du logement,

la situation actuelle revêt des particularités complexes. Les objectifs de constructions nouvelles pour 2007-2008 semblent ambitieux. S'ils sont atteints et poursuivis, il serait possible en quelques années, de retrouver un patrimoine social en adéquation avec la demande.

Mais il y a social et social ; ou plus exactement « social » et « très social ». Et là, la situation va s'avérer progressivement dramatique pour les familles situées au niveau, ou en dessous du seuil de pauvreté. Ceci, pour trois raisons essentielles :

- Un grand nombre de maires et leurs populations ne veulent plus de « pauvres », car ceux-ci apportent avec eux leurs problèmes de comportement. Les maires, au nom de leurs administrés, refusent donc pour la grande majorité d'entre eux, que des logements « très sociaux » ; (en particulier ceux qui jouissent du statut de PLAI ou PLATS), réservés à ce type de populations, soient construits chez eux.
- Les organismes d'HLM, de leur côté, répugnent à construire des « logements PLAI », car les contraintes (par exemple l'obligation d'un accompagnant social personnalisé) sont importantes, la gestion s'avère lourde et coûteuse (phénomènes de sur occupation, etc...). Les organismes privilégient donc la construction de PLS (logements sociaux accessibles à des montants de revenus qui concernent plus de 60% de la population française).

On rentre alors dans l'électoratisme et le pharisaïsme. En effet, la stratégie consiste aujourd'hui pour un grand nombre de communes à élaborer des plans d'urbanismes sociaux,

incluant la démolition d'immeubles (qui ne sont pas forcément des « barres »), la délocalisation des populations durant l'opération, puis la reconstruction de nouveaux immeubles sociaux, mais excluant le « très social » (PLAI et PLATS). On a fait du social, tout en chassant les pauvres. Le tour est joué. On ne peut qu'être dubitatif devant la décision prise de tout miser sur une injonction de l'Etat, mesure qui a déjà montré son inefficacité.

Enfin, en tout état de cause, compte tenu d'une augmentation du coût de la construction très importante durant ces dernières années, les loyers y compris des logements sociaux, sont en train de devenir inaccessibles à une large couche de la population en état de précarité et composée, pour l'essentiel, de personnes âgées et de ménages monoparentaux (femmes avec enfants).

Nous nous trouvons donc confrontés effectivement aujourd'hui, à un problème « quantitatif » de logements sociaux. Mais dans quelques années, persistera et sera croissante la déshérence des très pauvres exclus de l'habitat social classique.

La seconde cause, qui nous tient à cœur : l'Exclusion,

la déstructuration des individus et des familles à la rue. En ce domaine, notre association profite de plus de cinquante années d'expérience sur le terrain avec un centre ouvert le 23 décembre 1950, et jamais refermé depuis, ainsi qu'une vingtaine d'autres structures, aujourd'hui essaimés dans la région lyonnaise.

En ce domaine de l'exclusion des hommes et des familles nous pouvons donc apporter quelques constats indubitables ; une certitude, à savoir que nul ne détient la vérité ; quelques pistes, enfin, de réflexion et d'action.

Constats :

1^{er} constat : l'importance des populations à la rue évolue selon des cycles. Par exemple, la vague des maghrébins happés par notre économie florissante des années 70 ; la vague initiée par l'ouverture du rideau de fer (Roumanie, Hongrie, Pologne, etc...) ; celle provenant de l'ouverture des frontières des pays membres de la Communauté européenne, etc... Nous en connaissons d'autres, après le reflux qui s'amorce depuis un peu plus d'une année.

Pour répondre à cela, il faut prévoir des structures en hibernation opérationnelles sans délai avec des moyens humains prêts à assurer un encadrement.

Ni les collectivités territoriales, ni l'Etat, ne veulent envisager en ce domaine, une politique prévisionnelle à long terme. Ceci malgré nos demandes renouvelées.

Autre constat : les hommes seuls et les ménages à la rue, présentent des profils très contrastés. Les hommes seuls peuvent être jeunes ou âgés, drogués ou alcooliques, gravement atteints physiquement, ils peuvent être seuls ou avec un chien, seuls ou en couple. Ils peuvent être usés par des années de galère ou à la rue depuis quelques mois, etc... Il en est de même pour les familles.

Ces situations exigent les types d'accueils et d'accompagnement extrêmement diversifiés, parfois opposés, dans les méthodes.

On ne se retrouve pratiquement jamais à la rue, sans des raisons précises. Nous savons qu'environ 50% des SDF ont vécu leur jeunesse sous tutelle de la DDASS (40% si l'on introduit les étrangers dans les sondages). Pour le reste, beaucoup sont issus de parents violents ou séparés.

Nous savons que plus de 60% de nos passagers sont atteints de maladies psychiatriques ou de troubles psychiques. Les hôpitaux psychiatriques lyonnais hébergeaient en 1980 trois mille personnes, pour mille deux cents en 2004.

Nous savons que, pour un ensemble de raisons, moins de 10% des passagers et de 50% des familles recueillies, se trouvent en capacité d'assumer un emploi stable et durable. Pour les premiers, notre ambition se limite donc à essayer de renouer avec leurs familles des liens rompus, de leur permettre de retrouver une certaine santé, ainsi que la dignité indispensable à tout homme. Les familles sont l'objet, quant à elles, d'un parcours d'accompagnement à la santé physique et psychique, à une appréhension efficace des structures civiques et sociales qui les entourent, à un retour à l'emploi par la formation et le soutien dans leurs recherches, à la recomposition de la cellule familiale. Cet accompagnement, mené grâce au concours du Département du Rhône, doit amener celles-ci à l'autonomie nécessaire avant tout retour à un logement indépendant.

Quelques pistes de réflexion :

En ce domaine d'exclusion et d'urgence sociale, il convient de se préserver de tout dogmatisme, de toute certitude. La bataille conceptuelle habituelle entre la justification des petits centres d'accueils d'urgence, dits « humains » et des grands centres catalogués comme « inhumains », n'a pas lieu d'être.

Les accueils polyvalents en urgence :

Il nous semble en premier lieu, nécessaire de multiplier le nombre des centres d'accueil d'urgence de nuit adaptés aux différents profils des hommes sans abri. Petits ou grands ; autogérés ou encadrés ; avec ou sans bénévoles ; avec ou sans éducateurs. Des centres ouverts uniquement de nuit, d'autres pouvant aussi servir d'abri le jour, contre le froid ou les intempéries.

Il faut aussi des centres de repos permanents pour soigner les maladies bénignes et se refaire une santé. La chaîne d'accompagnement doit comporter parallèlement des centres de jour accueillant, en collaboration avec le système hospitalier, la multitude des malades mentaux à la rue.

Des centres « d'apprentissage » devraient exister pour recevoir des hommes ayant suivi volontairement des cures et post cures de désintoxication, et qui replongent actuellement à 90% dans l'alcoolisme, faute de trouver une perspective d'avenir. Ces hommes doivent trouver à l'écart des tentations du milieu dont ils sortent, un lieu d'accueil, d'accompagnement et de formation professionnelle. Ces centres hélas, n'existent pas ou peu, faute de moyens financiers nécessaires.

Notre association enfin, regroupe à ses frais pour un accueil particulier, les SDF en fin de vie qui n'attendent qu'un peu d'attention à leurs douleurs, et une reconquête de leur dignité. Nous les accompagnons jusqu'à la fin, et les enterrons dans des caveaux que nous possédons où leurs compagnons se regroupent à la Toussaint.

Ces diverses formes d'accompagnement doivent se dérouler dans des lieux d'insertion séparés des accueils d'urgence, et où l'occupationnel, les soins, la lutte contre l'alcoolisme et la drogue, tiennent une place essentielle.

L'ouverture permanente des centres d'accueil :

Il nous semble par contre, que les centres d'urgence ouverts de jour et de nuit et dotés d'éducateurs, ne facilitent pas un accompagnement efficace. Bien au contraire, à part pour les plus gravement déstructurés qu'il faut accompagner, une ouverture permanente tend à faciliter l'apathie des hommes accueillis et qui ont tendance à s'y enliser dans une torpeur fatale.

Les intempéries ou caprices du temps nous contraignent à laisser des structures ouvertes en permanence, à condition que, par exemple, ces usagers soient accueillis ailleurs à un moment de la journée ; par exemple pour les rendez-vous administratifs, médicaux ou pour le repas de midi.

Les accueils familiaux :

Les familles à la rue, en recherche de logement, méritent d'être reçues séparément dans des lieux d'accueil provisoires, permettant de leur rechercher en quelques mois, une solution adaptée qui sera soit le retour à un logement autonome, soit l'accompagnement dans une structure spécialisée que nous appelons « Antenne Familles », donnant à la famille le temps nécessaire pour se restructurer (problème psychique de violence, de chômage persistant, etc...), soigner ses dépendances, appréhender ou perfectionner la langue du pays qui les accueille, etc... L'expérience, malheureusement, nous a appris qu'un pourcentage non négligeable de familles à la rue, apparemment équilibrées, nécessitaient une phase d'observation, y compris par des psychologues avant une orientation adaptée qui n'est pas toujours le logement autonome.

Note association a, pour cela, acquis sur ses propres fonds, un hôtel qui a été réaménagé à cet effet. Des immeubles consacrés à ces « Antennes Familles », dernière étape avant le logement autonome, sont en cours de location.

Les accueils de jour, un mode de prévention efficace :

Il nous semble surtout, que, vu la quasi irréversibilité de la maladie d'exclusion, l'essentiel des efforts doit porter sur la prévention. En ce domaine, les lieux d'accueil de jour jouent un rôle irremplaçable.

- Parce qu'ils sont ouverts sur la rue et accessibles à tout instant.
- Parce qu'ils peuvent recevoir tout type de population, y compris la femme seule qui se terre dans un squat et vient chercher subsistance, une voix, un sourire, un café, une écoute. Y compris le SDF en tout début de parcours qui loge à la rue et n'a encore pas fait le pas d'entrer dans un accueil de nuit, ce qui serait pour lui, la fin de la déchéance. Y compris le petit vieux du quartier à qui personne ne parle et trouve là un peu de joie. Y compris la mère de famille en quête de logement décent.

Ces lieux présentent une alternative efficace à la pléthore des guichets conçus pour résoudre les problèmes financiers, administratifs, sanitaires, éducatifs, ou de logement. Guichets dispersés, accessibles à des jours et heures différents.

Lieux d'accueil de jour où éducateurs et bénévoles se trouvent à même de donner le renseignement souhaité, d'éclairer le dossier obscur, de téléphoner à la structure compétente, mais hermétique.

Cet accueil convivial permet, naturellement, d'esquisser un premier bilan, d'ouvrir une perspective, de stopper une chute amorcée vers l'exclusion définitive.

A la multiplication des centres d'accueil de nuit adaptés aux différentes situations, il faut accorder une priorité aux accueils de jour, conviviaux, peu coûteux, efficaces. Seuls capables, à notre avis, de prévenir les déchéances amorcées. Seuls capables aussi de pérenniser des contacts profitables avec les habitants de l'ombre que sont les squatteurs isolés, en déshérence.

Nous ne pouvons qu'espérer qu'à la suite de l'effervescence actuelle et malgré les décisions prises en toute hâte, puisse succéder une phase de réflexion constructive, prenant en compte l'avis de structures « régionales » aux difficultés souvent éloignées des réalités parisiennes.

(1) Sous l'impulsion de M. Gabriel Rosset, enseignant lyonnais, l'association le Foyer Notre-Dame des Sans-Abri a ouvert son premier accueil d'urgence de nuit le 23 décembre 1950. Depuis, ce centre n'a plus jamais fermé ses portes et a créé de nombreux centres d'accueil de jour, de nuit, centre d'insertion pour adultes, pour jeunes, etc... Le Foyer reçoit sur la région lyonnaise un peu plus de 70% de la population des hommes sans abri. Il a créé en 1954, un parc de logements très sociaux réservés aux familles les plus pauvres. Ces 1300 logements sont regroupés aujourd'hui au sein de la S.A d'HLM Gabriel Rosset.

Le Foyer Notre-Dame des Sans Abri.